



ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

PREMIÈRE SESSION

QUARANTE-DEUXIÈME LÉGISLATURE

Feuilleton et préavis

de l'Assemblée

Le jeudi 20 février 2020 — N° 104
Neuf heures quarante

Président de l'Assemblée nationale :
M. François Paradis

Partie 1

AFFAIRES COURANTES

DÉCLARATIONS DE DÉPUTÉS

- La députée de Châteauguay sur le sujet suivant : *Le défi Trail de la Grande muraille de Chine.*
- La députée de Vaudreuil sur le sujet suivant : *Hommage à M. Paul Gérin-Lajoie.*
- Le député de Saint-Jean sur le sujet suivant : *Le 160^e anniversaire du Canada français.*
- La députée de Saint-Laurent sur le sujet suivant : *Souligner les Journées de la persévérance scolaire.*
- Le député de Beauharnois sur le sujet suivant : *Reconnaissance du parcours de Mme Mélanie Calvé.*
- Le député de Bonaventure sur le sujet suivant : *Hommage au travail de quatre infirmières du CISSS de la Gaspésie pour leur travail remarquable.*
- Le député de Rivière-du-Loup–Témiscouata sur le sujet suivant : *Record de création d’emplois manufacturier dans la région de Rivière-du-Loup.*
- La députée de Sherbrooke sur le sujet suivant : *La détresse des enseignants.*
- La députée de Côte-du-Sud sur le sujet suivant : *L’importance de la Maison des jeunes de Montmagny dans la vie communautaire régionale.*
- Le député de Vimont sur le sujet suivant : *Un dernier au revoir à M. Alain Brisebois.*

DÉCLARATIONS MINISTÉRIELLES

PRÉSENTATION DE PROJETS DE LOI

DÉPÔTS a) documents
 b) rapports de commissions
 c) pétitions

RÉPONSES ORALES AUX PÉTITIONS

INTERVENTIONS PORTANT SUR UNE VIOLATION DE DROIT OU DE PRIVILÈGE OU SUR UN FAIT PERSONNEL

QUESTIONS ET RÉPONSES ORALES

VOTES REPORTÉS

Motion présentée par le député de Matane-Matapédia en vertu de l'article 97 du Règlement :

QUE l'Assemblée nationale réitère le statut du français comme seule langue commune et officielle au Québec;

QUE l'Assemblée nationale rappelle le droit fondamental pour tous les Québécois et toutes les Québécoises de vivre et de travailler en français sur leur territoire;

QUE l'Assemblée nationale exprime sa profonde préoccupation quant à l'effritement du français au Québec, particulièrement en région métropolitaine;

QU'elle reconnaisse la nécessité de rouvrir la Charte de la langue française pour renforcer les protections dont s'est doté le Québec, notamment à l'égard du français comme langue de travail;

QU'elle réclame que les entreprises sous juridiction fédérale soient soumises à la Charte de la langue française;

Enfin, qu'elle demande au gouvernement de déposer un projet de loi faisant en sorte que les entreprises de 25 à 49 employés soient elles aussi soumises aux exigences de cette même Charte.

MOTIONS SANS PRÉAVIS

AVIS TOUCHANT LES TRAVAUX DES COMMISSIONS

RENSEIGNEMENTS SUR LES TRAVAUX DE L'ASSEMBLÉE

Partie 2

AFFAIRES DU JOUR

AFFAIRES PRIORITAIRES

DÉBATS D'URGENCE

DÉBATS SUR LES RAPPORTS DE COMMISSIONS

- 1) Le rapport de la Commission de l'agriculture, des pêcheries, de l'énergie et des ressources naturelles qui, le 28 mai 2019, a procédé à des auditions publiques dans le cadre de consultations particulières et, les 23, 24, 25 et 26 septembre 2019, à des auditions publiques dans le cadre d'une consultation générale à l'égard du mandat d'initiative portant sur les impacts des pesticides sur la santé publique et l'environnement, ainsi que les pratiques de remplacement innovantes disponibles et à venir dans les secteurs de l'agriculture et de l'alimentation, et ce en reconnaissance de la compétitivité du secteur agroalimentaire québécois; elle s'est également réunie en séances de travail les 28 mars, 9 mai, 19 septembre et 5 décembre 2019 et le 18 février 2020 relativement à ce mandat. Le rapport contient 32 recommandations.

Rapport déposé le **19 février 2020**

Sous réserve des dispositions du 2^e alinéa de l'article 94 (R.A.N.), la prise en considération de ce rapport doit être effectuée au plus tard le **5 mars 2020**.

AUTRES AFFAIRES

I. Projets de loi du gouvernement

Adoption du principe

- 2) Projet de loi n° 30
Loi visant la récupération de sommes dues à l'État
Présenté par le ministre responsable de l'Administration gouvernementale et président du Conseil du trésor le **14 juin 2019**

- 3) Projet de loi n° 35
Loi visant à moderniser certaines règles relatives à la publicité foncière et à favoriser la diffusion de l'information géospatiale
Présenté par le ministre de l'Énergie et des Ressources naturelles le **19 septembre 2019**
- 4) Projet de loi n° 39
Loi établissant un nouveau mode de scrutin
Présenté par la ministre responsable des Institutions démocratiques, de la Réforme électorale et de l'Accès à l'information le 25 septembre 2019
Rapport de la Commission des institutions (consultations) déposé le **11 février 2020**
- 5) Projet de loi n° 45
Loi concernant principalement la nomination et le mandat des coroners et du coroner en chef
Présenté par la ministre de la Sécurité publique le **30 octobre 2019**
- 6) Projet de loi n° 46
Loi modifiant la Loi sur la conservation du patrimoine naturel et d'autres dispositions
Présenté par le ministre de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques le **14 novembre 2019**
- 7) Projet de loi n° 49
Loi modifiant la Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités, la Loi sur l'éthique et la déontologie en matière municipale et diverses dispositions législatives
Présenté par la ministre des Affaires municipales et de l'Habitation le **13 novembre 2019**
- 8) Projet de loi n° 50
Loi concernant la location d'une partie des forces hydrauliques de la rivière Shipshaw
Présenté par le ministre de l'Énergie et des Ressources naturelles le **6 février 2020**

- 9) Projet de loi n° 51
Loi visant principalement à améliorer la flexibilité du régime d'assurance parentale afin de favoriser la conciliation famille-travail
Présenté par le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale le **28 novembre 2019**
- 10) Projet de loi n° 52
Loi visant à renforcer le régime d'examen des plaintes du réseau de la santé et des services sociaux notamment pour les usagers qui reçoivent des services des établissements privés
Présenté par la ministre responsable des Aînés et des Proches aidants le **3 décembre 2019**
- 11) Projet de loi n° 53
Loi sur les agents d'évaluation du crédit
Présenté par le ministre des Finances le **5 décembre 2019**

Étude détaillée en commission

- 12) Projet de loi n° 18
Loi modifiant le Code civil, le Code de procédure civile, la Loi sur le curateur public et diverses dispositions en matière de protection des personnes
Présenté par le ministre de la Famille le 10 avril 2019
Rapport de la Commission des relations avec les citoyens (consultations) déposé le 25 septembre 2019
Principe adopté le **26 septembre 2019**, et
Renvoyé à la Commission des relations avec les citoyens
- 13) Projet de loi n° 23
Loi sur la dénomination et les responsabilités de certains ministres et de certains ministères et édictant la Loi sur le ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs
Présenté par le ministre responsable de l'Administration gouvernementale et président du Conseil du trésor le 18 avril 2019
Principe adopté le **19 septembre 2019**, et
Renvoyé à la Commission des finances publiques

- 14) Projet de loi n° 29**
Loi modifiant le Code des professions et d'autres dispositions notamment dans le domaine buccodentaire et celui des sciences appliquées
Présenté par la ministre de la Justice le 5 juin 2019
Rapport de la Commission des institutions (consultations) déposé le 17 septembre 2019
Principe adopté le **24 septembre 2019**, et
Renvoyé à la Commission des institutions
- 15) Projet de loi n° 32**
Loi visant principalement à favoriser l'efficacité de la justice pénale et à établir les modalités d'intervention de la Cour du Québec dans un pourvoi en appel
Présenté par la ministre de la Justice le 13 juin 2019
Rapport de la Commission des institutions (consultations) déposé le 31 octobre 2019
Principe adopté le **6 novembre 2019**, et
Renvoyé à la Commission des institutions
- 16) Projet de loi n° 41**
Loi concernant principalement la mise en œuvre de certaines dispositions des discours sur le budget du 17 mars 2016, du 28 mars 2017, du 27 mars 2018 et du 21 mars 2019
Présenté par le ministre des Finances le 31 octobre 2019
Principe adopté le **7 novembre 2019**, et
Renvoyé à la Commission des finances publiques
- 17) Projet de loi n° 42**
Loi donnant suite à des mesures fiscales annoncées à l'occasion du discours sur le budget du 21 mars 2019 et à certaines autres mesures
Présenté par le ministre des Finances le 7 novembre 2019
Principe adopté le **19 novembre 2019**, et
Renvoyé à la Commission des finances publiques

- 18)** Projet de loi n° 43
Loi modifiant la Loi sur les infirmières et les infirmiers et d'autres dispositions afin de favoriser l'accès aux services de santé
Présenté par le ministre de la Santé et des Services sociaux le 9 octobre 2019
Rapport de la Commission de la santé et des services sociaux (consultations) déposé le 14 novembre 2019
Principe adopté le **27 novembre 2019**, et
Renvoyé à la Commission de la santé et des services sociaux
- 19)** Projet de loi n° 44
Loi visant principalement la gouvernance efficace de la lutte contre les changements climatiques et à favoriser l'électrification
Présenté par le ministre de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques le 31 octobre 2019
Rapport de la Commission des transports et de l'environnement (consultations) déposé le 6 février 2020
Principe adopté le **19 février 2020**, et
Renvoyé à la Commission des transports et de l'environnement
- 20)** Projet de loi n° 48
Loi visant principalement à contrôler le coût de la taxe foncière agricole et à simplifier l'accès au crédit de taxes foncières agricoles
Présenté par le ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation le 5 novembre 2019
Rapport de la Commission de l'agriculture, des pêcheries, de l'énergie et des ressources naturelles (consultations) déposé le 11 février 2020
Principe adopté le **13 février 2020**, et
Renvoyé à la Commission de l'agriculture, des pêcheries, de l'énergie et des ressources naturelles

Prise en considération de rapports de commissions

- 21)** Projet de loi n° 15
Loi sur la Société de développement et de mise en valeur du Parc olympique
Présenté par la ministre du Tourisme le 28 mai 2019
Rapport de la Commission de l'économie et du travail (consultations)
déposé le 17 septembre 2019
Principe adopté le 19 septembre 2019
Rapport de la Commission de l'économie et du travail déposé le **6 février 2020**

Adoption

- 22)** Projet de loi n° 31
Loi modifiant principalement la Loi sur la pharmacie afin de favoriser l'accès à certains services et autorisant la communication de renseignements personnels concernant certains enfants autochtones disparus ou décédés à leur famille (*titre modifié*)
Présenté par la ministre de la Santé et des Services sociaux le 13 juin 2019
Rapport de la Commission de la santé et des services sociaux (consultations)
déposé le 9 octobre 2019
Principe adopté le 31 octobre 2019
Rapport de la Commission de la santé et des services sociaux adopté le **3 décembre 2019**
- 23)** Projet de loi n° 37
Loi visant principalement à instituer le Centre d'acquisitions gouvernementales et Infrastructures technologiques Québec
Présenté par le ministre responsable de l'Administration gouvernementale et président du Conseil du trésor le 18 septembre 2019
Rapport de la Commission des finances publiques (consultations) déposé le 30 octobre 2019
Principe adopté le 5 novembre 2019
Rapport de la Commission des finances publiques adopté le 11 février 2020
Reprise du débat ajourné au nom de la députée de Verdun le **19 février 2020**

II. Projets de loi publics au nom des députés

Adoption du principe

- 24) Projet de loi n° 190
Loi visant à exclure les pensions alimentaires pour enfants du calcul des revenus dans diverses lois à caractère social
Présenté par la députée de Sherbrooke le **7 décembre 2018**
- 25) Projet de loi n° 191
Loi modifiant la Loi sur l'Assemblée nationale afin de prescrire la diffusion de renseignements relatifs à l'utilisation des sommes octroyées aux députés dans l'exercice de leurs fonctions
Présenté par le député de Gouin le **6 décembre 2018**
- 26) Projet de loi n° 192
Loi visant à reconnaître le serment des députés envers le peuple du Québec comme seul serment obligatoire à leur entrée en fonction
Présenté par le député de Jean-Lesage le **28 février 2019**
- 27) Projet de loi n° 193
Loi établissant un bouclier de protection budgétaire des services à l'éducation, à l'enfance et à la protection de la jeunesse
Présenté par la députée de Joliette le **7 février 2019**
- 28) Projet de loi n° 194
Loi visant à assurer le respect des obligations du Québec relatives aux changements climatiques
Présenté par le député de Jonquière le **21 février 2019**
- 29) Projet de loi n° 195
Loi modifiant la Loi sur l'Assemblée nationale afin d'élargir la portée du droit au paiement des frais d'une assistance
Présenté par le député de Chomedey le **11 avril 2019**
- 30) Projet de loi n° 196
Loi modifiant la Loi sur la sécurité dans les sports afin d'instaurer le registre Passe-Sports visant à colliger les données sur l'état de santé des personnes âgées de moins de 18 ans à la suite d'une commotion cérébrale
Présenté par le député de Marquette le **11 avril 2019**

- 31) Projet de loi n° 197**
Loi modifiant la Loi sur la protection du consommateur afin de lutter contre l'obsolescence programmée et de faire valoir le droit à la réparation des biens
Présenté par le député de Chomedey le **9 avril 2019**
- 32) Projet de loi n° 198**
Loi facilitant la divulgation d'actes répréhensibles
Présenté par le député de Rosemont le **9 mai 2019**
- 33) Projet de loi n° 199**
Loi modifiant la Loi sur la qualité de l'environnement pour instaurer un droit d'initiative citoyenne en environnement et renforcer les pouvoirs et l'indépendance du Bureau d'audiences publiques sur l'environnement
Présenté par la députée de Mercier le **25 septembre 2019**
- 34) Projet de loi n° 391**
Loi modifiant la Loi sur la qualité de l'environnement afin d'affirmer la primauté de la compétence du Québec en cette matière
Présenté par le député de Jonquière le **30 mai 2019**
- 35) Projet de loi n° 392**
Loi concernant la sélection des sénateurs représentant le Québec
Présenté par la députée de Marie-Victorin le **9 mai 2019**
- 36) Projet de loi n° 393**
Loi affirmant la participation du Québec au processus de nomination des juges de la Cour suprême du Canada pour le Québec
Présenté par la députée de Marie-Victorin le **16 mai 2019**
- 37) Projet de loi n° 396**
Loi modifiant le Code civil afin que l'action visant à réparer un préjudice corporel résultant d'une agression à caractère sexuel, de la violence subie pendant l'enfance ou de la violence d'un conjoint ou d'un ancien conjoint soit imprescriptible la vie durant de l'auteur de l'acte
Présenté par la députée de Sherbrooke le **12 juin 2019**

- 38)** Projet de loi n° 397
Loi visant à renforcer l'encadrement du processus de sélection, de renouvellement de mandat et de destitution d'un directeur d'un corps de police municipal
Présenté par la députée de Vaudreuil le **14 novembre 2019**
- 39)** Projet de loi n° 399
Loi instaurant une présomption de consentement au don d'organes ou de tissus après le décès
Présenté par le député de Pontiac le **5 novembre 2019**
- 40)** Projet de loi n° 490
Loi instaurant l'électrification progressive du parc automobile québécois
Présenté par la députée de Sainte-Marie–Saint-Jacques le **26 septembre 2019**
- 41)** Projet de loi n° 493
Loi sur l'interculturalisme
Présenté par la députée de Marie-Victorin le **30 octobre 2019**
- 42)** Projet de loi n° 495
Loi autorisant la captation de sons et d'images lors des séances publiques d'un conseil municipal ou d'un conseil d'une communauté métropolitaine
Présenté par la députée de Verdun le **20 novembre 2019**
- 43)** Projet de loi n° 496
Loi sur le directeur parlementaire du budget
Présenté par le député de Rosemont le **14 novembre 2019**
- 44)** Projet de loi n° 497
Loi modifiant la Charte des droits et libertés de la personne dans le but de renforcer la protection des droits des personnes âgées et de créer la fonction de Protecteur des aînés
Présenté par le député de Rimouski le **4 décembre 2019**
- 45)** Projet de loi n° 590
Loi modifiant la Charte de la langue française afin d'instaurer la gratuité des services d'enseignement du français pour toute personne qui réside au Québec
Présenté par le député de Jacques-Cartier le **4 décembre 2019**

46) Projet de loi n° 591

Loi modifiant la Charte de la langue française afin de préciser dans quelles circonstances un employeur peut exiger pour l'accès à un emploi ou à un poste la connaissance d'une langue autre que la langue officielle
Présenté par le député de Matane-Matapédia le **12 février 2020**

Étude détaillée en commission

Prise en considération de rapports de commissions

Adoption

III. Projets de loi d'intérêt privé

Consultation et étude détaillée en commission

47) Projet de loi n° 209

Loi concernant la Ville de Saint-Tite
Présenté par le député de Maskinongé le **4 décembre 2019**, et
Renvoyé à la Commission de l'aménagement du territoire

48) Projet de loi n° 210

Loi concernant la subdivision d'un lot situé dans l'aire de protection de la maison Roussil à Terrebonne et en partie dans l'aire de protection de la maison Bélisle à Terrebonne
Présenté par le député de Masson le **4 décembre 2019**, et
Renvoyé à la Commission de la culture et de l'éducation

Adoption du principe

Adoption

IV. Motions du gouvernement

49) Reprise du débat ajourné le **19 février 2020** au nom du député de LaFontaine, sur la motion de la ministre de la Justice :

QUE l'Assemblée nationale :

Fasse siennes la position et les justifications du gouvernement exposées dans sa réponse, déposée devant l'Assemblée nationale le 18 février 2020, au rapport du Comité de la rémunération des procureurs aux poursuites criminelles et pénales pour la période 2019-2023, déposé devant l'Assemblée nationale le 8 octobre 2019;

Modifie la recommandation 1 pour que les taux et échelles de traitement soient majorés comme suit :

- Une augmentation de 3,5 % au 1^{er} avril 2019 (des échelles de traitement en vigueur au 31 mars 2019);
- Une augmentation de 2,5 % au 1^{er} avril 2020 (des échelles de traitement en vigueur au 31 mars 2020);
- Une augmentation de 2,0 % au 1^{er} avril 2021 (des échelles de traitement en vigueur au 31 mars 2021);
- Une augmentation de 2,0 % au 1^{er} avril 2022 (des échelles de traitement en vigueur au 31 mars 2022);

Approuve les recommandations 2 à 6.

V. Crédits budgétaires

VI. Débats statutaires

AFFAIRES INSCRITES PAR LES DÉPUTÉS DE L'OPPOSITION

Partie 3

PROJETS DE LOI ADOPTÉS

(Projets de loi non sanctionnés)

Partie 4

TRAVAUX DES COMMISSIONS

*Le calendrier détaillé des travaux de chaque commission
peut être consulté dans le site Internet de l'Assemblée*

[COMMISSION DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE](#)

[COMMISSION DE L'ADMINISTRATION PUBLIQUE](#)

Mandat réglementaire

- Audition portant sur la gestion administrative du ministère des Affaires municipales et de l'Habitation et de la Société d'habitation du Québec, et sur le chapitre 2 du rapport de mai 2019 du Vérificateur général intitulé « Programme AccèsLogis Québec : exploitation des immeubles ».
- Audition du Vérificateur général du Québec sur son rapport annuel de gestion 2018-2019 et sur ses engagements financiers.
- Audition du Secrétariat du Conseil du trésor sur le Rapport d'application de la Loi sur l'administration publique.
- Audition du ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur en suivi de la recommandation 3.2 du 40^e rapport sur l'imputabilité de la Commission de l'administration publique.
- Audition du Curateur public sur le chapitre 6 du rapport de novembre 2019 du Vérificateur général du Québec intitulé « Protection des personnes inaptes sous régime public ».
- Audition du ministère des Transports du Québec sur le chapitre 2 du rapport de novembre 2019 du Vérificateur général du Québec intitulé « Activités du Centre de gestion de l'équipement roulant ».
- Audition sur le rapport spécial du Protecteur du citoyen intitulé « Donner accès au régime québécois d'assurance maladie aux enfants nés au Québec de parents au statut migratoire précaire ».

COMMISSION DE L'AGRICULTURE, DES PÊCHERIES, DE L'ÉNERGIE ET DES
RESSOURCES NATURELLES

Mandat de l'Assemblée

- Examen du Plan stratégique 2020-2024 d'Hydro-Québec (mandat confié le 5 décembre 2019).

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 48**, Loi visant principalement à contrôler le coût de la taxe foncière agricole et à simplifier l'accès au crédit de taxes foncières agricoles (mandat confié le 13 février 2020).

Mandat réglementaire

Surveillance d'organismes publics et reddition de comptes :

- Examen des orientations, des activités et de la gestion de la Régie de l'énergie.

Mandat d'initiative

- Examiner les impacts des pesticides sur la santé publique et l'environnement, ainsi que les pratiques de remplacement innovantes disponibles et à venir dans les secteurs de l'agriculture et de l'alimentation, et ce, en reconnaissance de la compétitivité du secteur agroalimentaire québécois.

COMMISSION DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

Mandat de l'Assemblée

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 209**, Loi concernant la Ville de Saint-Tite (mandat confié le 4 décembre 2019).

Mandat conféré par une loi

- Étudier le rapport de mise en œuvre de la Loi sur l'éthique et la déontologie municipale.

Mandat réglementaire

Surveillance d'organismes publics et reddition de comptes :

- Entendre la Commission municipale du Québec.

COMMISSION DE LA CULTURE ET DE L'ÉDUCATION

Mandat de l'Assemblée

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 210**, Loi concernant la subdivision d'un lot situé dans l'aire de protection de la maison Roussil à Terrebonne et en partie dans l'aire de protection de la maison Bélisle à Terrebonne (mandat confié le 4 décembre 2019).

Mandat conféré par une loi

- Audition des dirigeants des établissements d'enseignement de niveau universitaire.

Mandat d'initiative

- Avenir des médias d'information.

COMMISSION DE L'ÉCONOMIE ET DU TRAVAIL

COMMISSION DES FINANCES PUBLIQUES

Mandat de l'Assemblée

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 23**, Loi sur la dénomination et les responsabilités de certains ministres et de certains ministères et édictant la Loi sur le ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs (mandat confié le 19 septembre 2019).
- **Projet de loi n° 41**, Loi concernant principalement la mise en œuvre de certaines dispositions des discours sur le budget du 17 mars 2016, du 28 mars 2017, du 27 mars 2018 et du 21 mars 2019 (mandat confié le 7 novembre 2019).

- **Projet de loi n° 42**, Loi donnant suite à des mesures fiscales annoncées à l’occasion du discours sur le budget du 21 mars 2019 et à certaines autres mesures (mandat confié le 19 novembre 2019).

COMMISSION DES INSTITUTIONS

Mandat de l’Assemblée

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 29**, Loi modifiant le Code des professions et d’autres dispositions notamment dans le domaine buccodentaire et celui des sciences appliquées (mandat confié le 24 septembre 2019).
- **Projet de loi n° 32**, Loi visant principalement à favoriser l’efficacité de la justice pénale et à établir les modalités d’intervention de la Cour du Québec dans un pourvoi en appel (mandat confié le 6 novembre 2019).

COMMISSION DES RELATIONS AVEC LES CITOYENS

Mandat de l’Assemblée

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 18**, Loi modifiant le Code civil, le Code de procédure civile, la Loi sur le curateur public et diverses dispositions en matière de protection des personnes (mandat confié le 26 septembre 2019).

COMMISSION DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Mandat de l’Assemblée

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 43**, Loi modifiant la Loi sur les infirmières et les infirmiers et d’autres dispositions afin de favoriser l’accès aux services de santé (mandat confié le 27 novembre 2019).

Consultations particulières :

- **Projet de loi n° 52**, Loi visant à renforcer le régime d’examen des plaintes du réseau de la santé et des services sociaux notamment pour les usagers qui reçoivent des services des établissements privés (mandat confié le 4 février 2020).

Mandat d’initiative

- L’augmentation préoccupante de la consommation de psychostimulants chez les enfants et les jeunes en lien avec le trouble déficitaire de l’attention avec hyperactivité (TDAH).

COMMISSION DES TRANSPORTS ET DE L’ENVIRONNEMENT

Mandat de l’Assemblée

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 44**, Loi visant principalement la gouvernance efficace de la lutte contre les changements climatiques et à favoriser l’électrification (mandat confié le 19 février 2020).

COMMISSION SPÉCIALE SUR L’EXPLOITATION SEXUELLE DES MINEURS

Mandat de l’Assemblée

Consultations particulières :

- Établir un portrait de l’exploitation sexuelle des mineurs au Québec, y compris les conséquences sur le passage à la vie adulte (mandat confié le 14 juin 2019).

Partie 5

QUESTIONS ÉCRITES

*Les questions déjà inscrites paraissent
au Feuilleton du mercredi*

127) Mme Melançon (Verdun) – **20 février 2020**
À la ministre de la Culture et des Communications

Le 6 novembre 2018, le gouvernement annonçait la découverte du rempart palissadé de Beaucours dans le Vieux-Québec.

Lors de cette annonce, le premier ministre a déclaré : « La population québécoise tout entière peut se réjouir de cette nouvelle aujourd’hui, car notre patrimoine culturel, qui a de quoi nous rendre si fiers, vient de s’enrichir, tout comme les connaissances que nous avons de notre passé et de notre histoire. De plus, vous avez vous-même déclaré : Je tiens à souligner la collaboration exemplaire de tous les intervenants qui ont fait en sorte qu’aujourd’hui nous nous approprions un autre segment de notre histoire, une autre réalisation de nos ancêtres. »

En complément, le communiqué de presse émis le 6 novembre 2018 par le ministère de la Culture et des Communications faisait également état des « Faits saillants » suivants :

- Le vestige retrouvé dans le site patrimonial du Vieux-Québec se présente sur une longueur de près de 20 mètres. Il fait partie de l’enceinte érigée selon les plans de l’ingénieur militaire français Josué Dubois Berthelot de Beaucours en 1693-1694. Cette enceinte est la deuxième érigée du côté des plaines d’Abraham. Construite par 500 hommes de troupe, elle remplaçait le premier système de fortification qui avait été construit temporairement en 1690 selon les plans de l’ingénieur militaire Robert de Villeneuve.
- La ville de Québec forme l’ensemble le plus complet de fortifications coloniales urbaines préservé en Amérique du Nord. Les fortifications de la ville ont évolué de 1608 à 1871, soit de la fondation de Québec par Samuel de Champlain jusqu’au départ de la garnison britannique. À l’intérieur du tracé actuel des fortifications, qui s’étend sur plus de quatre kilomètres, des segments de fortifications précédentes subsistent. L’ensemble de ces fortifications témoigne de l’évolution du système défensif de Québec.

- Les fortifications de Québec sont considérées comme élément patrimonial de la ville de Québec, du Québec et du Canada depuis 1872. Elles contribuent également à l'intérêt du site patrimonial du Vieux-Québec, déclaré en 1963 et inscrit sur la Liste du patrimoine mondial de l'UNESCO en 1985.

Nous avons appris le 19 janvier dernier dans un reportage de M. Sébastien Tanguay de Radio-Canada que nous n'aurions pas affaire à une palissade et qu'elle ne serait pas datée de 1693. Une analyse de l'Université Laval révèle que sa construction aurait eu lieu au plus tôt en 1775, soit un écart de plus de 80 ans par rapport à ce qui a été annoncé lors de la conférence de presse du 6 novembre 2018.

Est-ce que la ministre peut nous indiquer les actions qu'elle entend prendre afin de s'assurer que la gestion de l'archéologie au Québec soit faite en respectant les meilleures pratiques notamment dans l'établissement de la datation des vestiges ?

128) M. LeBel (Rimouski) – **20 février 2020**
Au ministre des Transports

Le premier ministre, dans une lettre datée de septembre dernier, me confirmait sa volonté de réinscrire au Programme québécois des infrastructures (PQI) le projet de l'autoroute 20 entre Notre-Dame-des-Neiges et Rimouski. Ce projet est attendu, et les populations concernées voudraient bien voir les tracés proposés et connaître l'impact sur le territoire. Mais, pour ce faire, le projet doit d'abord être réintroduit dans le PQI.

Dans la même séquence, une annonce publique a été faite en ce sens, et rapportée dans plusieurs médias du Bas-Saint-Laurent :

« C'est un engagement, effectivement, la 20, de campagne électorale et comme je le répète depuis un an : tous nos engagements électoraux vont être respectés, a-t-il dit. [...] Les libéraux avaient enlevé la 20 du PQI, on va remettre la 20 dans le PQI », s'est exprimé le premier ministre le 13 septembre dernier en entrevue avec Radio-Canada.

Ma question est la suivante :

À la veille du budget, est-ce que la population du Bas-Saint-Laurent fera les frais d'une promesse électorale non tenue, ou le ministre des Transports réinscrira-t-il enfin l'autoroute 20 entre Notre-Dame-des-Neiges et Rimouski au PQI?

Partie 6
PRÉAVIS

I. PRÉAVIS DÉJÀ PARUS

Projets de loi du gouvernement

Projets de loi publics au nom des députés

- a) 18 février 2020
Loi proclamant la Journée québécoise de la démocratie – *députée de Marie-Victorin*

Projets de loi d'intérêt privé

II. NOUVEAUX PRÉAVIS

- aa) Interpellation du député de Rimouski à la ministre déléguée au Développement économique régional sur le sujet suivant : *Le manque de vision et l'obsession du gouvernement pour la centralisation nuisant au développement économique de nos régions.*